

Comprendre la « bataille culturelle »

par Jean-Louis Schlegel, sociologue, Revue Esprit.

Université d'été des Amis de La Vie. Méaudre, juillet 2017

Mon sujet est né de la réflexion suivante : les idées qu'a défendues La Vie depuis toujours, et qui relevaient politiquement disons du centre gauche, sont aujourd'hui critiquées, remise en cause, contestées voire ouvertement combattues. Ces idées constituent une sorte de socle de valeurs humanistes, au sens large, qu'une assez large partie de la droite ou du centre droit partage, parce que sont aussi des idées universelles. La différence entre droite et gauche porte avant tout sur les moyens politiques – plus dirigistes ou étatiques d'un côté, plus libéraux, ou laissés au marché et à l'initiative personnelle de l'autre. Il se pourrait que la différence la plus forte aujourd'hui relève de différences d'appréciation sur des évolutions sociétales, culturelles.

Je résume rapidement ce socle de valeurs partagées. Il s'appelle d'abord combat pour la justice, au sens le plus large, mais en particulier pour une politique d'égalité des chances et des revenus, et donc une politique active de correction des inégalités, une solidarité indistincte avec tous, contre l'exclusion et la pauvreté, contre toutes les fractures sociales ; c'est aussi une sensibilité forte, voire une « culture de la sensibilité » aux situations d'injustice, aux victimes de l'injustice, avec même un réflexe d'excuse sociale, de circonstances sociales atténuantes pour les auteurs de crimes et délits. Cette justice plus grande implique aussi la participation au combat pour l'émancipation des femmes ou l'égalité des droits pour certaines minorités comme les homosexuels. Du coup, nous avons aussi souvent accompagné, fût-ce avec des réserves et des différences entre nous, certaines lois qui offrent des droits et des libertés nouvelles à des individus et des groupes divers. Dans le cadre de la mondialisation ou non, nous considérons comme un devoir l'accueil des immigrés et des étrangers, maintenant des réfugiés, et donc nous soutenons une politique d'immigration ouverte et généreuse. Enfin, et d'une manière générale, la défense des droits de l'homme chez nous et partout dans le monde semble aller de soi, comme une donnée incontestable et impossible à remettre en cause. On pourrait sans doute ajouter d'autres valeurs, comme l'Europe, à cette énumération, largement partagées à gauche et à droite et devenues presque le bien commun des cinquante dernières années. J'ajoute que ces valeurs nous semblent le plus fortement correspondre aux exigences éthiques de l'Évangile, au message du Christ, c'est-à-dire à l'amour de Dieu et des autres.

Or il semble bien que les valeurs dont j'ai parlé ne soient plus toutes ni unanimement partagées aujourd'hui, et c'est de cela que je voudrais parler.

Deux remarques d'abord : il y a, avec les mois de campagne électorale que nous venons de vivre et leur résultat – l'élection d'un Président totalement inédit -, un décalage dans mon analyse de la crise. Sur certains points, comme l'Europe, on est provisoirement rassuré. Disons que l'atmosphère a changé pour le moment, et certaines choses ont sans doute peu bougé. On y verra plus clair dans quelques mois. Il faut donc faire des corrections dans ce

que je vais dire, comme si nous étions neuf mois en arrière, un peu avant la Primaire de la droite (mais l'état de grâce macronien va-t-il durer longtemps ? Ce n'est pas sûr du tout).

D'autre part, pour éviter toute mauvaise interprétation, je précise que je vais parler de tendances sociologiques, en donnant des chiffres. Mais notre société est extrêmement plurielle, fragmentée, multiple, versatile aussi. Et donc vous pourrez toujours m'opposer des exemples contraires. Après tout, au premier tour des élections présidentielles, le 23, il y avait 4 forces à peu près égales en tête (Macron, Fillon, Le Pen et Mélenchon), et assez différentes dans les idées. Mais la fragmentation allait au-delà des 4, et encore, je ne parle pas des abstentionnistes. Peu importe : la question porte sur une durée plus longue, celle des 10-15 dernières années : comment, pourquoi les valeurs qui sont les nôtres sont-elles mises en cause voire rejetées ? Comment et pourquoi le combat culturel autour des valeurs ? Je voudrais répondre à la question en abordant trois points très concrets : la droitisation des esprits, le combat culturel et... les échecs du combat culturel.

1. La droitisation des esprits

Je dis « droitisation » plutôt que « retour du conservatisme ». Aucun mot n'est vraiment parfait, mais par droitisation je veux souligner un aspect politique dans l'évolution que je tente d'exposer. D'ailleurs le mot « droitisation » a deux sens : il peut signifier un passage de l'idéologie dominante de gauche à une idéologie marquée par des idées de droite ; il peut aussi signifier un durcissement de la droite, donc un rapprochement de la droite avec les idées de l'extrême-droite. La droitisation dont je vais parler relève en partie des deux tendances.

Elle se traduit de façon multiple. Comme la droite et la gauche démocratiques ont échoué depuis les années 80 à juguler la crise économique, à réduire le chômage, l'opposition entre les deux s'est de plus en plus concentrée sur les valeurs : la politique envers les immigrés et les réfugiés, qu'on veut toujours plus dure ; l'attitude envers l'islam et les musulmans, auquel on veut imposer des limites dans l'expression publique ; la peine de mort, qu'on souhaite rétablir, ou les sanctions pénales, qu'on souhaite durcir. Il y a une demande croissante de protection non seulement juridique et sociale, mais culturelle, par rapport à l'autre, aux musulmans, aux immigrés, aux mouvances religieuses, tous perçus comme dangereux, sectaires ou violents, à l'origine de tous les désordres sociaux et autres. On ne veut plus seulement être protégé : on veut être préservé. Plus globalement, il y a une demande d'ordre public, d'autorité, de chefs qui prennent leurs responsabilités : ainsi, en 2015, 75% des Français se disaient d'accord avec la phrase : « On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre ». On voudrait des politiques qui gouvernent d'une main ferme ; des professeurs qui font régner la discipline ; des familles où le père surtout retrouve sa fonction d'autorité, et d'abord des familles où il serait là, présent : le thème de la « société sans pères » pour expliquer les malheurs de nos sociétés avec les enfants est courant dans nombre d'écrits. On demande aussi de la sécurité partout, ce qui est légitime, évidemment, mais on est prêt à sacrifier beaucoup de liberté au nom de la répression souhaitée.

Plus largement encore, on veut être protégé de la mondialisation et de ses effets délétères, non seulement par des mesures de soutien et un protectionnisme économiques, mais en prônant le retour à une identité française plus forte, plus affirmée, en insistant sur la nation, sur la « patrie ». Le FN par exemple n'insiste plus simplement sur la priorité à donner aux Français, mais sur la nécessité d'être patriote, c'est-à-dire d'être un soutien actif du pays de France face à l'Europe et au monde. Lors de l'élection récente, plusieurs candidats ont repris ce thème du patriotisme sur un mode mineur. Par ailleurs, mais dans la même ligne, toutes ces dernières années, des auteurs d'essais à succès ont insisté sur le « roman national », sur l'idée qu'il faut raconter la nation France, ses grandeurs passées et ses lieux de mémoire éclatants, la France recouverte de son « manteau de cathédrales »..., comme disait M. Sarkozy (au Puy en Velay, je crois), la France de Clovis et de saint Louis. Dans la même ligne, on pourrait évoquer aussi les efforts pour réhabiliter la colonisation et ses côtés positifs. On entend aussi une dénonciation forte de ce qui est désigné comme « libéral-libertaire » (et qu'on appelait autrefois la « société permissive »). On rejette « les lois qui permettent », comme l'IVG, le divorce facile, la permission de mourir, en fait tout le libéralisme en matière de bioéthique, que ce soit au début ou en fin de vie.

Politiquement, comme on ne sait pas nécessairement comment faire pour créer du patriotisme, tout ce que je viens de dire va souvent dans le sens de mesures d'interdiction, de limitation des libertés, de fermeté envers les contrevenants. L'un des paradoxes du moment est que les musulmans indésirables pour les gens dont je parle sont assez massivement défavorables aussi à ces lois « libérales » sur les mœurs et les comportements individuels voire intimes.

J'aurais pu ajouter encore d'autres aspects : par exemple, sur l'Europe, la défiance était extrêmement forte avant Macron, même si peu de Français avaient envie d'en sortir. Le FN et d'autres souhaitent qu'on ferme les frontières, il accuse l'Europe « passoire » et a réussi de fait à installer une vision très négative de l'Europe en général, en particulier économique. Avant « l'ère Macron », la défiance était considérable envers le personnel et la représentation politique, donc envers les partis, mais surtout, en 2015, plus d'un quart des Français pensaient que la démocratie n'était pas irremplaçable, et parmi ce quart de Français sceptiques sur la démocratie, il y avait surtout les jeunes, les ouvriers et les sympathisants du FN. Cela doit forcément rappeler quelque chose à propos des deux France qu'on a vu apparaître récemment sur les cartes électorales au lendemain des élections : elles ne dessinaient plus une France laïque et une France catholique, mais l'opposition entre une France d'en haut et d'une France d'en bas, une France qui décroche et une France bien accroché à la mondialisation. Autre indice, sans doute très frappant pour nous, gens de La Vie : en 2015, 69% des Français, dont plus de 50% de gens se disant à gauche, trouvaient qu'il y avait trop d'assistanat en France, trop d'aides diverses et variées apportées aux individus de toutes sortes, donc finalement trop de solidarité. La philosophie qui s'exprime ici globalement pourrait être résumée ainsi : que chacun se débrouille mieux, et si cela crée du désordre, que l'autorité n'ait pas peur de réprimer !

Peut-être un dernier mot à propos des étrangers. C'est le grand thème rassembleur du FN depuis des années. Mais d'une part, donc toujours avant les élections, en 2015, plus de 40%

d'électeurs de gauche déclaraient eux aussi qu'il y avait trop d'étrangers en France. Et d'autre part, depuis une dizaine d'années, le FN a changé son fusil d'épaule en visant avant tout, dans son discours xénophobe, les musulmans en tant que musulmans. Bien entendu, les attentats anciens et surtout les plus récents ont apporté beaucoup d'eau à son moulin. Cela a permis aussi au FN de se présenter comme le champion de la laïcité républicaine la plus dure et la plus répressive. Sur ce point, une partie importante de la droite mais aussi une partie de la gauche laïque dure l'a progressivement suivi ; ils sont relayés par des médias comme le Figaro, le Figaro Magazine, Valeur actuelles, mais aussi par des auteurs à grand succès comme Eric Zemmour, Philippe de Villiers et beaucoup d'autres, toutes sortes d'essayistes conservateurs sur toutes sortes de sujets, comme l'école (contre Najat Vallaud, bien sûr), l'économie, la sécurité, l'islam, etc. Tous ces auteurs sont largement identitaires, ils parlent de l'identité de la France qui fout le camp, du déclin sans fin de la France dans le monde, etc.

Voilà donc rapidement, à titre de rappel, la montée de la « droitisation » ces dernières années, ou du conservatisme culturel.

2. Quelques raisons de l'évolution culturelle

Je l'ai dit au début de ma première partie : la droitisation a été favorisée par l'absence de résultats économiques. Cet échec persistant a certainement sécurisé matériellement un nombre très important de gens, chômeurs, exclus, pauvres, qui représentent des individus, des familles, des quartiers, des classes sociales et des classes d'âge... Longtemps, l'aide de l'Etat providence – dans lequel nous sommes toujours, mais avec de grandes difficultés -, et la solidarité sociale ont permis de réparer les dommages, d'atténuer la fracture sociale. Mais à un moment, et nous y sommes, l'aide devient problématique, faute de ressources pour un nombre accru de personnes à aider, et encore pour toute sorte d'autres raisons. Et c'est là qu'il y a une bascule des explications et des idées. Elle est peut-être due à l'impression qu'on tout essayé à droite et à gauche et que ça ne marche pas, qu'on a trop longtemps colmaté les brèches sociales et donc il faut trouver d'autres explications.

Caricaturons un peu. La gauche dit : le chômeur, l'exclus, le pauvre, l'immigré... n'a aucune responsabilité dans sa situation. Il est enfoncé socialement, économiquement, etc., et il faut donc que joue à son égard la solidarité nationale ; l'Etat doit le sortir de son effondrement, en l'aidant matériellement, financièrement et par d'autres mesures adaptées. La solution est donc sociale : la solidarité collective impose la prise en charge, quel que soit le coût. La solidarité, dit-on, fait partie des droits de l'homme. Elle n'est pas seulement une valeur, un devoir, mais un droit de l'homme en danger de mort : c'est ce que Habermas a rappelé dans le Monde à propos des réfugiés au plus fort de la crise, fin 2015.

Dans ces situations, le réflexe de droite a plutôt tendance à désigner des responsables. Par exemple, pour beaucoup, les chômeurs sont des gens qui ne veulent pas travailler. Les gens s'enfoncent parce qu'ils ne font pas d'efforts. A droite on a tendance à soupçonner les

victimes de la crise de porter eux-mêmes la responsabilité de ce qui leur arrive, en tout cas on n'accepte plus leurs excuses. Régulièrement sort le marronnier du chômeur qui ne cherche pas de travail parce qu'il a trop d'allocations. Ou encore l'idée que pour telle allocation ou telle aide qui n'est pas accordée à un Français, la faute en revient aux aides qui sont accordées aux réfugiés et aux immigrés. Pour le FN en particulier, les responsables par excellence de tout, ce sont les immigrés illégaux ou non, qui coûtent cher et empêchent d'aborder toute l'aide nécessaire aux Français en difficulté. Du reste, on ajoute que les réfugiés ne sont pas fiables, il y aurait des terroristes parmi eux. Ces idées, en particulier celles sur les transferts sociaux qui ne sont pas destinés aux Français « de souche », sont redoutables, car souvent elles sont propagées sur les réseaux sociaux à travers des exemples concrets, des récits non datés, tirés de la presse locale ou d'organes mal connus, sans qu'on puisse en vérifier la réalité ou la véracité.

Je voudrais préciser ce point par un autre exemple, car on y trouve exactement le changement de perspectives. Il ne s'agit pas des victimes de la crise sociale, mais au contraire des jeunes terroristes musulmans ou de ceux qui se rendent en Syrie pour combattre. M. Valls lui-même s'y est mis pour dénoncer les sociologues et les raisons sociales qu'ils avançaient, selon lui, pour excuser leur dérive dans la criminalité. Ils n'ont pas d'excuse : l'enfance défavorisée dans un quartier relégué n'est pas une excuse à leurs dérives criminelles : ce sont là des idées de gauche ou de sociologues de gauche dévoyés. Les propos de M. Valls ont évidemment trouvé à droite un très large assentiment et l'occasion d'accuser encore et encore la bien-pensance et la naïveté de la gauche, son laxisme, etc. Et vous voyez la difficulté, ou plutôt on ne la voit pas toujours bien : en réalité, ni la gauche ni les sociologues de gauche n'ont d'indulgence pour les criminels ; ils demandent seulement que soient respectées les règles de droit pour les juger. Mais en accusant le laxisme de la gauche, la droite veut évidemment en tirer un profit politique, une politique plus sécuritaire par exemple, qui en réalité n'est pas dirigée contre la gauche mais contre le Front National, qui menace électoralement la droite.

Un autre exemple encore, dans le même sens : c'est la polémique entre deux islamologues très connus, Olivier Roy et Gilles Kepel, à propos de la compréhension du phénomène djihadiste. Olivier Roy, avec une argumentation très serrée, a tenté de montrer que les jeunes djihadistes français qui vont en Syrie et commettent des attentats meurtriers en France sont des jeunes en crise profonde, quasi suicidaires, qui se radicalisent et se convertissent souvent à l'islam de manière foudroyante, un islam plus que rudimentaire. C'est un « islam pour les nuls », une sorte de prétexte. Ils étaient radicalisés avant d'être musulmans, et ils ont baptisé « musulmane » leur radicalité. Roy a donc parlé d'« islamisation » de la radicalité, avec une analyse très poussée de leurs raisons, avec des chiffres, etc. (cf. *Le Djihad et la mort*, Seuil, 2016). Moyennant quoi, il a été accusé de minorer, voire d'excuser le rôle essentiel et premier de l'islam dans leur radicalisation. Kepel au contraire est allé de plus en plus dans ce sens. Il a tenté de montrer que les jeunes djihadistes meurtriers s'étaient nourris à des sources musulmanes, et donc il a insisté sur le rôle de l'islam comme tel dans la dérive de ces jeunes. Moyennant quoi, Kepel a trouvé immédiatement l'audience des médias de droite, le Figaro et Valeurs actuelles et d'autres encore (on pourrait dire la même chose des positions similaires et grotesques d'Onfray à ce

sujet). L'enjeu qui est derrière cette polémique, c'est bien sûr l'image qu'on veut imposer de l'islam, que Roy est évidemment accusé d'excuser et que Kepel au contraire a tendance à confirmer.

Mais le combat culturel a encore d'autres dimensions et concerne encore d'autres domaines. Les militants chrétiens s'émeuvent notamment de l'accusation de « droitsdelhommisme ». C'est vrai que c'est un mot pénible à entendre, par le mépris qu'il semble marquer pour un combat essentiel. Mais il faut distinguer au moins deux sens dans l'accusation des droits de l'homme. D'une part, un sens politique, qui remonte à un article célèbre du philosophe Marcel Gauchet, en 1980 déjà : il écrivait alors que « les droits de l'homme ne sont pas une politique ». Il voulait dire qu'on ne peut pas gouverner les démocraties avec uniquement le principe des droits de l'homme. Les intérêts, les demandes, les conflits sont multiples dans les démocraties ; gouverner en accordant sans fin des droits – des droits aux uns - ne fait qu'exacerber les jalousies des autres et la demande de nouveaux droits. Il faut dire qu'on en est un peu là aujourd'hui : on parle parfois de la « démocratie des droits ». Passons. En politique internationale, le critère des droits de l'homme est évidemment important, mais il ne peut pas être le non plus le seul principe ou le seul critère pour agir. Si vous conditionnez aujourd'hui les relations avec les pays au respect des droits de l'homme, vous aurez certainement les mains pures mais vous n'aurez bientôt plus de mains, pour reprendre la célèbre formule de Péguy. Bien sûr, tant qu'il s'agit du Lichtenstein ou de la République de Saint-Marin, vous pouvez faire ce que vous voulez. Mais si vous rompez avec la Russie, la Chine ou l'Arabie Saoudite à cause des droits de l'homme, vous devez mesurer le coût économique de cette mesure, lequel n'est pas une abstraction mais met en danger concrètement l'emploi de centaines d'hommes et de femmes en France, lequel donne à son tour des arguments au FN, etc.. Celui qui gouverne est ici devant le problème bien connu du conflit entre la conviction et la responsabilité.

La critique des droits de l'homme en politique est donc tout à fait recevable. En revanche, l'expression « droitdel'hommisme » avec une nuance de mépris vient surtout de ceux qui réclament une politique de sécurité plus dure, une intervention plus forte de la police, une politique très restrictive d'accueil des immigrés, une justice pénale sans indulgence. Les mêmes dénoncent volontiers le processus compassionnel à l'œuvre chez ceux qui veulent simplement des procès équitables pour les auteurs de crimes ; ces derniers sont accusés de préférer les criminels aux gens ordinaires. Pour résumer, ce qu'on reproche à ce « droitdel'hommisme », c'est de préférer le droit à la force, les droits sans fin pour tous les individus en souffrance », les minorités, etc., ou encore la compassion et à la compréhension à la place de la rigueur de la loi. On reproche à ceux qui invoquent les droits de l'homme d'être des « doux naïfs », des bien pensants qui refusent de regarder en face la violence, ou refusent de voir que la politique ne consiste pas à faire plaisir à tout le monde en accordant sans arrêt des droits nouveaux.

Et l'Eglise, est-elle atteinte par cette dérive culturelle vers la droite ? Oui, et voici comment. Pour nous, catholiques de la réforme conciliaire, l'Eglise est le lieu de la foi au Christ, ce n'est pas l'Eglise de la « pompe et des œuvres », le pilier culturel chrétien face à la culture profane et laïque. C'est le lieu où se transmet le commandement de l'amour et de l'espérance pour

tous sans distinction – même s’il faut toujours pratiquer le discernement cher au pape François. C’est le lieu où, au dehors et au-dedans, le critère de la justice et de la charité est essentiel. Face à cette « identité de la foi », des catholiques insistent sur une identité française, culturelle, de l’Eglise dans la « nation France ». L’Eglise est alors un pilier de la mémoire nationale, laquelle compte réciproquement parmi ses piliers l’Eglise catholique, ses valeurs, ses œuvres esthétiques. Cette identité est aujourd’hui en danger, à cause de la culture moderne mais plus encore à cause d’un intrus qui veut prendre la place : l’islam. Tous les prochains ne sont pas ici à la même enseigne : les musulmans sont un corps étranger.

Deux livres ont récemment exposé les deux options : celui du blogueur KOZ, alias Erwan Le Morhédéc, pourtant très engagé dans les Manifs pour tous il y a 5 ans, dans *Identitaire, Le mauvais génie du christianisme*, et celui d’un journaliste de Valeurs Actuelles, Laurent Dandrieu, dans *Eglise et immigration. Le grand malaise*, un livre à charge très violent contre le pape François et sa défense des immigrés et des réfugiés. Je me contente de renvoyer à ces deux livres, très parlants sur ce qui se passe aussi dans l’Eglise actuelle.

3. Les échecs du combat culturel

La « Manif pour tous » en 2012-2013 a représenté de prime abord un tournant. Même si la loi Taubira a finalement été votée, avoir réussi à mettre dans la rue des centaines de milliers de personnes, dans une contestation qui a duré plusieurs mois, peut incontestablement être considéré comme une victoire. On a parlé d’un « Mai 68 à l’envers » - ce qui est exagéré mais indique une perception « victorieuse » chez ceux qui l’ont employée. On sait maintenant que l’organisation matérielle de ces Manifs et la propagande pour encourager à y participer a largement reposé sur des catholiques plus ou moins tradis, voire plus que tradis. Ce qu’on sait moins, c’est que les Manifs avaient été préparées depuis des années dans les têtes, grâce à un combat culturel très actif dans des libelles et des livres, sur les réseaux sociaux d’internet, à travers de multiples interventions et contestations sur de nombreux sujets : par exemple les contestations au sujet des manuels scolaires sur la question du genre, ou sur la présentation des méthodes contraceptives. De même la bataille contre la loi Veil sur l’IVG n’a jamais cessé ; de son côté, l’opposition au PACS en 1999-2000 avait aussi déjà fourni des armes contre la loi Taubira... Mais aussi toute une réflexion militante était engagée à propos de l’usage des embryons, des cellules souches, de la procréation assistée, bien sûr pour disqualifier d’avance les arguments en faveur de changements dans la législation. La Manif pour tous et surtout son succès dans la rue n’avaient évidemment pas été prévus, mais d’une certaine manière c’était quand même l’aboutissement d’une guérilla ancienne, d’une construction d’arguments, qui ont finalement pris les socialistes au dépourvu. Les socialistes n’avaient fait que suivre paresseusement des sondages favorables au mariage homosexuel, et leur principal argument était celui de l’égalité – un argument fort en lui-même mais finalement très plat et qui ne témoignaient d’aucune réflexion sur les enjeux de la loi. Du coup, ils ont été sans voix quand les anti-mariage gay ont avancé l’argument des enfants, de la filiation, de la rupture anthropologique....

Vous connaissez l'issue : la loi Taubira est passée, en laissant beaucoup d'amertume chez les vaincus. Mais ce qui est plus intéressant maintenant, c'est ce qui s'est passé récemment, après l'élection de François Fillon à la primaire de la droite. Là les Manif pour tous, représentés par le mouvement « Sens Commun », émanation de la Manif pour tous, ont cru tenir leur revanche. C'est vrai que M. Fillon ne voulait pas abolir la loi Taubira, et il s'est aussi défendu de vouloir réécrire la loi Veil ; mais il proposait de réécrire la loi Taubira en supprimant l'adoption plénière pour les parents homosexuels, c'est-à-dire pour empêcher les homosexuels de devenir pleinement et irrévocablement parents de l'enfant adopté (l'adoption plénière les rend vraiment « parents », elle donne automatiquement la nationalité française et permet d'hériter sans conditions). Cela n'aurait certes pas supprimé la Loi Taubira, mais l'aurait sérieusement écornée. Symboliquement, c'était une victoire pour la Manif pour tous. Vous savez la suite : un gros accident de parcours a empêché M. Fillon d'être élu.

Mais ce qu'il faut surtout comprendre, c'est que sur cette question et sur pratiquement toutes les questions de ce genre, sur lesquelles se battent les cathos tradis depuis des années, ils n'arrivent pas à remonter la pente : à savoir la pente de l'« individualisme éthique », de l'autonomie des décisions personnelles dans la vie privée. On pourrait presque résumer les choses de la façon suivante : les individus, y compris à droite et au Front national, réclament certes toujours plus d'ordre public et toujours plus de liberté dans la vie privée. Mais on devrait ajouter : ils réclament de l'ordre et de l'autorité pour vivre en paix et en sécurité leur indépendance et leur liberté privées.

Mais, c'est le paradoxe de la situation, je ne dis pas que cette perspective individualiste « à mort » est très gaie pour nous autres, chrétiens sociaux, soucieux de démocratie et préoccupés aussi de ne pas privatiser toute l'éthique de la vie privée, comme si nos actes privés n'avaient aucune incidence sur la vie sociale. Il y a quelque chose d'inquiétant dans cette dérive de l'individualisme. Mais, il faut bien voir en même temps que cette évolution vers un individualisme sans limites n'est pas un égoïsme personnel : c'est notre condition moderne, c'est un développement de plus en plus poussé de la « démocratie des individus », une contrainte dans laquelle nous met le principe de liberté et d'égalité.

Je donne un exemple qui ne date que d'il y a quelques jours : on a appris que le Comité National d'Éthique (CNE) autorisait la PMA pour les célibataires et les couples homosexuels au nom de l'égalité. Immédiatement sur FaceBook, des catholiques sont montés au créneau en dénonçant violemment cette décision et en brocardant sa raison principale : l'égalité. Cela leur paraît une raison vraiment médiocre, et ils considèrent que le CNE s'est couché par lâcheté devant l'opinion publique. Bien sûr, ils considèrent leur argument – l'absence programmée d'un père – comme beaucoup plus fort et plus noble. En un sens, c'est vrai, mais on voit bien qu'ils sous-estiment la force du principe d'égalité, qui semble le barème de toute justice, et la force de l'individualisme qui est derrière. L'Église, les catholiques, y voient une simple dérive sociale et culturelle, dont on peut revenir. Les sociologues et les philosophes politiques en doutent au contraire beaucoup. L'individualisme fait partie intégrante de la démocratie, ou de la post-démocratie, ses effets sont multiples et jouent dans tous les sens. Comme je viens de le dire, l'individualisme joue en partie contre la

droitisation récente. Mais il met aussi mal à l'aise les catholiques qui ont l'impression qu'il n'y a plus de frontières aux demandes de libertés nouvelles, qui frôlent pourtant l'inhumanité, comme celle d'admettre par avance que des enfants n'aient pas de père biologique, et à force, d'admettre aussi des mères porteuses, « de substitution », ou quelque nom qu'on leur donne. J'ajoute que c'est peut-être sur cela que l'Eglise et ... la gauche socialiste devraient réfléchir, je veux dire : sur le problème que cela leur pose.

Conclusion

1. J'ai tenté de décrire un changement d'atmosphère, de climat politique, social et culturel. Une culture d'émancipation et de liberté, de justice, d'égalités des années 1970-80-90, avec sans doute bien des excès et aussi des défauts, ne s'est pas effondrée, mais elle est l'objet de vives mises en cause, d'attaques multiples, de propositions et de tentatives pour instaurer une autre culture dominante. Je l'ai désignée d'abord comme une « droitisation », sur de multiples registres, des valeurs : elle se traduit par une demande d'ordre, d'autorité, de sécurité, de retour à des valeurs traditionnelles jugées meilleures. Mais j'ai dit aussi que politiquement cette tendance « conservatrice » est en échec : l'incapacité de contrer l'individualisme, le désir de réalisation personnelle, d'autonomie sont des « valeurs » plus fortes, même à droite et à l'extrême-droite. Et ce n'est pas seulement un problème politique et d'évolutions sociétales : c'est un problème avec la société moderne ou postmoderne comme telle. Que dire, que faire, comment résister aussi dans une telle société, qui met tout le monde au défi : l'Eglise et la laïcité, la droite et la gauche ?

2. En démocratie, toutes les questions sont légitimes., et toutes les discussions nécessaires. Il faudrait donc aussi discuter, réfléchir sur ce que j'ai appelé la « droitisation ». Je ne voulais pas dire que toutes les questions posées, toutes les critiques avancées contre les valeurs que défend La Vie étaient fausses, nulles et non avenues. Il faudrait au contraire être capable de toujours tout « revisiter », de vérifier la vérité pour ainsi dire de ce qu'on avance comme vrai. Un exemple pour finir. Quand sa loi a été votée au Parlement, Mme Taubira, soulagée, a déclaré : « Toute liberté nouvelle est un progrès ». Je pose la question : est-ce bien vrai ? Je pense en particulier au fait que tous ces « progrès » ne sont pas seulement des succès en matière de droits, de liberté, d'égalité, mais aussi en matière de technologies, de plus en plus performantes, incitant de plus en plus à toucher à l'humain sous toutes ses formes. Comment s'étonner qu'on en arrive aux idées « transhumanistes » sur « l'augmentation de l'homme » (qui ne se pose jamais la moindre question morale) ? Dans le numéro d'Esprit de mars-avril, intitulé « Le problème technique », l'idée forte était celle-ci : nous croyons maîtriser la vie avec la technique, nous croyons aussi maîtriser la technique, mais si, au bout du compte, nous étions maîtrisés par elle ? Nous méditerons un autre jour là-dessus !

Jean-Louis Schlegel